Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MAI 1870.

RÉMUNÉRATION DES MILICIENS (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MULLER.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur la milice, récemment adopté par la Législature, renfermait, lors de sa présentation, un chapitre intitulé : *De la constitution de rentes viagères au profit des miliciens*. Ce chapitre fut détaché de l'ensemble et l'examen en fut ajourné, sur la proposition du Gouvernement qui déclara vouloir le soumettre à une nouvelle étude, en s'engageant à représenter sans retard la question à la Chambre.

Depuis la réorganisation militaire, une révision de son premier travail était, d'ailleurs, devenue indispensable, par suite de la division de l'armée en partie active et en réserve, par suite aussi du surcroît de dépenses dont le renforcement du contingent annuel de la milice devait grever le fonds de rémunération.

Le Gouvernement désirait encore, dans un but de conciliation, rechercher les moyens de mitiger le caractère trop absolu du système de rente viagère qu'il avait proposé, de faire droit enfin à certains griefs dont il avait reconnu le fondement.

Réalisant leur promesse, MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur ont déposé leurs amendements qui formeront un projet de loi spécial, dans la séance du 25 mars dernier, et la Chambre les a renvoyés à la section centrale, qui avait été chargée d'examiner la loi de la milice, à laquelle ces amendements sont intimement liés et doivent servir de complément.

(1) Propositions du Gouvernement, n° 133.

(2) La section centrale, présidée par M. MORLAU, était composée de MM. KERVYN DE LETTENHOVE, ALLARD, MULLER, VLEMINCKX, THIBAUT et DE VRIÈRE.

La question de la rémunération du service militaire obligatoire, réparti entre les familles par la voie du sort, doit être l'objet d'un examen sérieux et bienveillant. L'idée d'indemniser pécuniairement ceux que la loi enlève à leurs foyers pour la défense de l'indépendance et de la sécurité nationales, a été accueillie avec une faveur unanime, quoiqu'elle fût sans précédents dans aucun pays. Mais la nouveauté de la mesure, l'importance qu'elle a pour le Trésor public et pour les familles, obligent à ne se laisser aller à aucun entraînement irréfléchi, à rechercher toutes les conséquences des dispositions à ériger en loi, à examiner si elles constituent le système qui procure le plus d'avantages aux miliciens avec la moindre charge pour l'État.

Lors de la première étude qu'elle a faite de cette importante matière, étude dont il a été rendu compte à la Chambre, la section centrale se trouvait en présence d'un projet qui allouait au milicien une rente viagère de 150 francs, à l'âge de cinquante-cinq ans ; cette rente ne variait pas avec la durée du temps de présence passé sous les armes. De plus, elle ne pouvait, dans aucun autre cas que celui d'incapacité de travail, donner lieu à une anticipation de jouissance, ni être l'objet de dispositions quelconques.

Ces deux points avaient soulevé de graves objections de la part de la section centrale. Elle fut unanime à décider que la rémunération du milicien devrait être proportionnée à la longueur du service actif. Dans l'opinion de deux membres, qui ne repoussaient pas en principe la création d'une rente viagère, mais qui auraient désiré la voir combinée, si possible, avec une indemnité payable à l'expiration du service, le système du Gouvernement était en outre trop exclusif, trop absolu, en ne permettant aucune modification au droit à la rente, ouvert à cinquante-cinq ans. Il eut donc contre lui l'unanimité des votes. Des six membres qui les émirent, quatre se prononcèrent pour une indemnité consistant uniquement en une somme que le milicien toucherait après avoir obtenu son congé définitif.

Ce dernier système, le Gouvernement déclare, après un nouvel examen, ne pouvoir s'y rallier ; mais il a soumis à la section centrale des amendements qui corrigent et améliorent évidemment le projet primitif.

D'après les propositions nouvelles, la durée de l'activité du service est une des bases de la fixation du taux de la rémunération.

« Mais, dit la Note ministérielle, si cet élément ne doit pas être négligé, il y aurait excès à l'appliquer au point de rendre la rémunération exactement proportionnelle à la durée du service effectif : ce serait là négliger deux circonstances importantes du problème. Une des causes du dommage subi par le milicien lorsqu'il est appelé au corps, est l'interruption de sa carrière, la nécessité où il se trouve de renoncer momentanément à son travail ; si le service est très-court, le préjudice qu'il entraîne peut être insignifiant, mais lorsqu'il s'étend à un temps assez long, le dommage se produit tout entier, et la prolongation du temps passé à l'armée n'ajoute rien à cette rupture des rapports antérieurs. Puis le service militaire astreint à d'autres charges que celles du séjour au corps ; le milicien renvoyé en congé illimité n'est pas libéré ; l'éventualité du rappel pèse sur lui, il doit se présenter à certaines époques, il ne peut se marier pendant les premières années qui suivent sa rentrée dans ses foyers : ces charges ont pour tous

la même durée. A ce double point de vue, le service dans la cavalerie et le service dans l'infanterie donnent droit à une même rémunération.

» A côté de l'élément proportionnel, il faut donc admettre un élément fixe. On comprend parfaitement que le milicien qui passe quatre ans à l'armée, doit avoir une rémunération plus forte que celui qui y passe deux ans seulement; mais donner au premier le double de ce qu'on accorderait au second, ne serait pas plus équitable. On peut trouver que le projet primitif, en accordant une rente de 150 francs à tous les miliciens, omet un élément essentiel de la rémunération; mais on reconnaîtra certainement qu'allouer 250 francs au cavalier et seulement 125 au fantassin, serait faire, dans la pension une différence que ne justifierait nullement l'inégalité d'influence qu'a pu avoir sur leur carrière la durée de leur service respectif.

» On arrive à une solution vraie en divisant la rémunération en deux parts, c'est-à-dire en allouant une somme fixe à chaque milicien qui a rempli son temps de service et en y ajoutant une somme calculée à raison du nombre de jours de service effectif. Après avoir comparé entre eux les résultats de nombreuses combinaisons, le Gouvernement s'est arrêté à l'attribution d'une somme de 150 francs, augmentée de 12 centimes par chaque jour de présence au corps. »

Cette double base de répartition n'a pas soulevé de critique au sein de la section centrale, qui l'a considérée comme équitable.

D'après les calculs insérés dans la Note, et rectifiés depuis lors, la somme à porter chaque année au budget pour la rémunération des miliciens s'élèverait à près de deux millions de francs, savoir :

Service de quatre ans, 1,200 hommes à fr. 513-80	fr.	576,560
Service de trois ans, 1,800 hommes à fr. 277-80		500,040
Service de deux ans, 4,500 hommes à fr. 248-40		1,117,800
	Fr.	1,994,400

Or, avant l'accroissement du contingent de milice et de l'effectif de l'artillerie, une somme approximative de 1,660,000 francs était réputée suffisante par le Gouvernement pour pourvoir annuellement au fonds de rémunération, et c'est en prenant pour base cet ancien état de choses, qu'un membre de la section centrale avait calculé, de son côté, qu'une somme de 1,525,000 francs suffirait, avec les intérêts à 4 1/2 p. %, à la rémunération, sur le pied de 10 francs par mois, des miliciens appartenant aux différentes armes. Il n'avait pas, comme le suppose à tort la NOTE MINISTÉRIELLE, commis d'inexactitudes. Basés sur l'ancien contingent de dix mille hommes, ses calculs ne pouvaient plus être maintenus sous le régime récent de notre réorganisation militaire, et le rapporteur de la section centrale avait consigné, dans son travail, cette observation en toutes lettres.

Quoi qu'il en soit, entre le sacrifice que le Gouvernement se proposait de faire, en 1864, en faveur de la rémunération des miliciens, et celui qu'il consent à affecter aujourd'hui à la même destination, il y aura un surcroît de dépenses annuel de plus de 300,000 francs.

M. le Ministre des Finances et ses collègues étant d'avis qu'il est de toute jus-

que le fonds de rémunération soit exclusivement puisé dans le Trésor public c'est-à-dire prélevé à charge de la masse des contribuables, ce point a été laissé hors de contestation par la section centrale, surtout en présence d'une situation financière très-satisfaisante, et du développement progressif des éléments de prospérité publique, qui nous permet d'en espérer le maintien.

Ayant trouvé une combinaison équitable pour proportionner l'importance de la rémunération à la durée du service, et son projet étant amendé à ce point de vue, le Gouvernement s'est efforcé d'atténuer, autant que possible, les conséquences trop absolues de son système primitif de rente viagère. Cette dernière ouverte à cinquante-cinq ans, restera le mode de rémunération normale ; mais si le milicien est devenu époux, père de famille, il pourra : ou faire participer sa femme au bénéfice de la pension qu'il acquerra, ou disposer de tout ou partie du capital qui représente sa rente, dans le but d'exonérer ses enfants du service militaire.

Nous venons de résumer les deux modifications principales que les amendements du Gouvernement ont apportées à son projet. Elles ont paru à la majorité de la section centrale présenter des apaisements acceptables. Les membres qu'avait d'abord séduits la combinaison d'un pécule payable à l'expiration complète du service, avec une rente viagère prenant cours à l'âge de cinquante-cinq ans, ont reconnu qu'elle ne pourrait aboutir à un résultat réellement satisfaisant, sans accroître outre mesure le fonds annuel de la rémunération. En effet, un capital de 400 francs est nécessaire au milicien pour faire face à la dépense d'une rente viagère de 55 francs environ, payable à l'âge de cinquante-cinq ans. Pour celui dont le service actif est de vingt-sept mois, si l'on divise le capital de telle manière qu'on consacre 150 francs à la création d'une rente viagère et le restant à former le pécule, on trouve qu'il percevrait en moyenne un capital de 97 francs lorsqu'il aurait achevé son dernier mois de rappel au service actif, et que sa rente viagère, acquise à cinquante-cinq ans, serait de fr. 77-50.

D'autres membres, qui s'étaient d'abord prononcés en faveur d'une indemnité consistant uniquement dans la délivrance d'un pécule à l'expiration du temps de service, ont été frappés du chiffre peu élevé qu'il pouvait atteindre : 325, 279 et 257 francs, suivant que la présence sous les armes aura été de quatre, de trois ou de deux ans. Ils se sont donc aussi ralliés aux amendements du Gouvernement, en reconnaissant que leur présentation corrige et améliore sensiblement le projet.

Le désir de voir enfin résoudre la question de la rémunération des miliciens, et la crainte d'un ajournement fâcheux ont pu influencer aussi sur les votes.

Un membre a déclaré qu'il restait hostile à un système qui ne rend pas la rémunération immédiatement acquise après le congé définitif, qui ne promet que la jouissance problématique et aléatoire d'une rente, c'est-à-dire, dans le seul cas où le milicien vivra encore à l'âge de cinquante-cinq ans. Les correctifs que les amendements apportent à ce système n'en détruisent pas le vice radical. Des miliciens incorporés chaque année, près de la moitié n'atteindra pas l'âge fixé pour la rente viagère, elle n'aura pas été rémunérée, et, cependant, elle aura fait le même service que l'autre moitié.

Comme il a été rendu compte dans notre rapport du 6 mars 1869 (pages 214 et suivantes), des arguments respectifs qui ont été invoqués pour ou contre les systèmes, soit d'une rente viagère différée, soit d'une rémunération certaine et en quelque sorte immédiate, nous nous abstenons d'y revenir.

On met aux voix la proposition d'allouer au milicien qui a achevé son temps de service un pécule de 340, de 260 et de 200 francs, suivant qu'il aura eu quatre, trois ou deux ans de présence sous les armes : ces trois catégories de sommes représentent en moyenne une indemnité de fr. 7-50 par mois.

La proposition est écartée par cinq voix contre une et une abstention.

Le membre qui s'est abstenu propose ensuite de donner au milicien, lorsqu'il reçoit son congé définitif, la faculté d'opter entre un pécule et une rente viagère.

Cette combinaison transactionnelle lui semble pouvoir fonctionner sérieusement ; mais son vote reste isolé, cinq voix se prononcent dans un sens contraire, et un membre s'abstient.

Enfin, la section centrale est appelée à voter sur le point de savoir si la rémunération consistera dans une rente viagère établie dans les conditions et avec les modifications qui sont déterminées par les amendements introduits par le Gouvernement dans son projet de loi. Cette question est résolue affirmativement par cinq membres. Deux se sont abstenus.

Avant de se prononcer à cet égard, la section centrale avait cru devoir s'assurer de l'exactitude des calculs sur lesquels repose le dernier système du Gouvernement.

Cette vérification comporte deux éléments : le nombre des miliciens annuellement appelés à jouir de la rémunération et la durée moyenne du service pour chaque catégorie.

Pour éclaircir le premier point, la question suivante a été adressée à M. le Ministre de l'Intérieur :

D'après quelles données le Gouvernement a-t-il trouvé que des 11,000 miliciens de l'armée active, 7,500 pourraient avoir droit à la rémunération et serviraient respectivement, 4,200 pendant quatre ans, 4,800 pendant trois ans, 4,500 pendant deux ans ?

Voici la réponse que nous avons reçue :

« Déduction faite des non-valeurs, du déficit de quelques communes, le contingent de 11,000 hommes de 1869 s'est trouvé réduit à 10,459 hommes.

» En déduisant de ce chiffre les remplaçants et les substituants (qui ne reçoivent pas de rémunération), soit environ 3,100, on peut admettre qu'il y aurait à rémunérer 7,359 miliciens sur cette levée.

» Mais l'adoption du système de rémunération devant avoir probablement pour effet d'augmenter le nombre de miliciens qui serviront en personne, le Gouvernement a cru pouvoir indiquer comme chiffre rond celui de 7,500.

» La répartition des différentes armes a été faite sur la base des incorporations dans chacune d'elles, constatée par le Département de la Guerre. »

La durée du temps des divers services a provoqué la question suivante :

Aux termes de l'art. 85 de la loi de milice, les miliciens ont droit à un congé

d'un mois par année de service; ceux qui servent quatre ans sont assujettis au rappel d'un mois; ceux qui servent trois ans, à deux rappels d'un mois, et ceux qui servent deux ans, à trois rappels d'un mois.

Pourquoi, dans l'Exposé des motifs, la durée du service est-elle indiquée comme étant respectivement de quarante-huit, trente-six et vingt-quatre mois?

RÉPONSE. « Aux termes de l'art. 85, les miliciens et les remplaçants ont droit à un congé d'un mois par année de service actif, et sont tenus à des rappels sous les armes, qui varient suivant les armes auxquels ils appartiennent.

» Il en résulte que l'infanterie de ligne, qui doit servir vingt-six mois, a droit à deux congés : restent vingt-quatre mois, plus trois rappels d'un mois, soit *vingt-sept mois*.

» Les grenadiers, les carabiniers, l'artillerie de siège, les pontonniers, les artificiers, le génie, qui doivent servir trois ans, ont droit à trois congés d'un mois : restent trente-trois mois, plus deux rappels d'un mois, soit *trente-cinq mois*.

» La cavalerie et l'artillerie montée, qui doivent servir quatre ans, ont droit à quatre congés d'un mois : restent quarante-quatre mois, plus un rappel d'un mois, soit *quarante-cinq mois*.

» Les bases de quarante-huit, de trente-six et de vingt-quatre mois avaient été prises comme étant plus génériques, pour des calculs qui ne peuvent, quant aux résultats, être rigoureusement exacts.

» Il est aisé de voir, du reste, que le résultat n'est pas sensiblement différent; en prenant le nombre de mois qui vient d'être indiqué d'après les lois de milice, on arrive aux résultats suivants :

» Service de quarante-cinq mois.	fr.	150 + (13.65 × 12) = 513.80
» — trente-cinq —	. .	150 + (10.65 × 12) = 277.80
» — vingt-sept —	. .	150 + (8.20 × 12) = 248.40

» et le résultat de chaque classe sera :

» 1,200 hommes à.	 fr.	513.80 = 576,560
» 1,800 —		277,80 = 500,040
» 4,500 —		248.40 = 1,117,800

» Total 194,400 »

La section centrale estime que ces calculs présentent une approximation suffisante. Il en résulte que l'on peut évaluer en chiffres ronds à deux millions de francs le sacrifice que l'État doit s'imposer pour pourvoir à la rémunération des miliciens. Mais il est à remarquer que ces prévisions ne s'appliquent qu'au service normal des miliciens, et qu'ils ne comprennent pas l'éventualité d'un rappel général des hommes astreints au service militaire.

Une explication sur ce point était indispensable, elle a été provoquée dans les termes suivants :

En temps de guerre, chaque homme appelé sous les armes sera-t-il rémunéré; et lui donnera-t-on 12 centimes par jour de présence sous les drapeaux, quel que soit le nombre de ces jours de présence?

RÉPONSE. « A première vue, il semblerait, non seulement que la rémunération doit continuer à être payée en temps de guerre, mais même que c'est surtout à cette époque, où le service est plus rude et où il expose d'ailleurs le milicien à des dangers sérieux, que celui-ci a droit à une rémunération, l'augmentation de la dépense par homme trouvant une compensation dans le plus grand nombre des décès.

» Cependant, si l'on se reporte aux motifs qui ont fait introduire le principe de la rémunération dans la loi, on doit reconnaître que ces motifs ne justifient pas une réponse affirmative à la question posée.

» La rémunération a sa raison d'être dans le service plus onéreux que l'on exige de certains jeunes gens que d'autres : les miliciens qui servent dans l'armée active sont, en effet, enlevés à leurs foyers pendant plusieurs années, alors que d'autres y sont laissés, ou n'en sont enlevés que pour un temps très-court.

» Or, cette inégalité n'existe pas en temps de guerre : les miliciens de la réserve, qui n'ont pas droit à une rémunération, et les gardes civiques sont appelés aussi à cette époque à concourir à la défense du pays, et il est impossible de donner une rémunération aux premiers alors que ces derniers n'en jouissent pas, le service des uns et celui des autres étant entièrement semblable.

» La rémunération de 12 centimes par jour doit donc être limitée au service normal exigé des miliciens de l'armée active, et aux rappels qui ont lieu en temps de paix. »

La section centrale s'est ralliée aux idées contenues dans cette réponse. Un amendement sera apporté au texte pour ne laisser aucun doute sur ce point.

D'autres questions ont encore été soumises au Gouvernement ; nous allons les donner textuellement, ainsi que les explications qu'il a fournies.

Il lui a été demandé s'il était bien entendu que le jeune homme engagé comme volontaire avant l'âge de 19 ans, et qui devient milicien par suite du numéro que le sort lui a assigné, doit jouir de la rémunération du chef du service qu'il accomplit en cette dernière qualité ?

La réponse a été affirmative.

Ne convient-il pas d'accorder la rémunération au frère qui remplacerait son frère appelé au service par le sort ?

RÉPONSE. « Il n'y a aucun inconvénient à maintenir la rémunération dans ce cas. La loi sur la milice fait une catégorie spéciale des frères remplaçant leurs frères. Ce mode de remplacement n'est, en réalité, qu'un arrangement de famille. C'est ce qui pourrait être indiqué dans le projet de loi. »

Le réfractaire aura-t-il la rémunération ?

RÉPONSE. « Il est des cas très-nombreux où un individu n'est réfractaire que par suite de négligence. Cette négligence est déjà très-sévèrement punie par l'incorporation forcée, sans tirage au sort. Aussi la loi sur la milice autorise-t-elle le Gouvernement à assimiler les réfractaires aux miliciens sous le rapport des congés. Il semble équitable, lorsque cette assimilation est faite, d'accorder la rémunération au réfractaire. »

Le temps passé à l'hôpital sera-t-il considéré comme *présence réelle au corps* ou *présence sous les drapeaux* (expression de l'art. 5)?

RÉPONSE. « L'affirmative ne souffre aucun doute. »

Quid du temps passé en congé de convalescence?

RÉPONSE. « Les congés de convalescence sont accordés en raison de la violence ou de l'espèce de la maladie, et sur la proposition des médecins dirigeant le service des hôpitaux où les individus sont en traitement.

» Les miliciens envoyés en congé de convalescence ne reçoivent aucune allocation autre que l'indemnité de route.

» Il est à remarquer que les maladies, chez les miliciens, sont, en général, ou constitutionnelles, ou produites par le fait du service. Or, comme il est très-difficile d'établir que les premières étaient préexistantes à l'entrée au service, qu'elles se sont développées par suite des fatigues du service, ou qu'elles proviennent uniquement de ces fatigues, il semble équitable de ne pas refuser la rémunération à cet égard. Un arrêté royal devra déterminer ce qui constitue le congé de convalescence et le circonscrire dans des limites qui écartent tout abus. »

Quid des maladies ou blessures volontaires de la part du milicien?

RÉPONSE. « La rémunération ne peut évidemment courir dans ce cas. Mais une disposition spéciale n'est pas nécessaire : si la mutilation que le milicien s'impose est de nature à le faire sortir de l'armée, il ne pourra accomplir son temps de service, et sera ainsi, en vertu de la disposition générale des art. 3 et 13, exclu du bénéfice de la rémunération. Si, au contraire, son incapacité n'est que temporaire, il pourra être mis en état de punition, et il n'y a pas de raison pour que, après avoir expié sa faute par cette punition qui peut être accompagnée d'une retenue, il ne recouvre, pour le service qu'il fera ensuite, son droit à la rémunération. »

(Art. 5 § 2). Qu'entend-on par *état de punition*? toute journée passée dans cet état entraînera-t-elle une réduction de la rémunération, et cette réduction sera-t-elle toujours de cinquante centimes?

RÉPONSE. « Il serait trop rigoureux d'appliquer une retenue aussi forte à toutes les punitions, quelque légères qu'elles soient. Aussi l'intention du Gouvernement n'a-t-elle été d'appliquer la retenue qu'aux peines qui ont un certain caractère de gravité; telles sont toutes celles qui sont prononcées par les conseils de guerre. Quant aux peines disciplinaires, il y aurait avantage à laisser au Gouvernement le droit de déterminer celles qui donnent lieu à une retenue, et dans quelle proportion cette retenue sera effectuée; la loi se bornerait à fixer le maximum de la retenue à opérer par chaque jour passé à l'état de punition. »

(Art. 4). Au lieu de faire prendre cours à la rente viagère le 1^{er} janvier qui suit l'âge de cinquante-cinq ans révolus, ne pourrait-on pas adopter les dates du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet qui suivent cet âge?

RÉPONSE. « Ce changement ne paraît pas fondé. Les miliciens d'une classe entrent tous à la même époque au corps; ils gagnent donc en même temps le capi-

tal qui est converti en rente viagère ; dès lors il est juste qu'il entrent tous à la même époque en possession de la rente.

« Il n'y a, du reste, aucune différence sensible entre les chances de mortalité pendant les trente-trois années qui s'écoulent entre l'époque où les sommes sont portées au crédit des miliciens, et l'entrée en jouissance de la rente, parce que certains miliciens auraient quelques mois de plus ou de moins que d'autres.

» La rente étant la représentation du capital versé au crédit du milicien avec les intérêts composés et le bénéfice de survie, il n'y aurait aucune raison de faire entrer un milicien en jouissance de la rente, avant un autre. Il y aurait même quelque chose de choquant à voir tel milicien en jouir avant tel autre qui aurait fait, à la même époque que lui, le même service. »

Le Département de la Guerre aura-t-il le droit de déduire des versements faits au profit du milicien rémunéré, la somme dont il serait redevable à la masse d'habillement ?

RÉPONSE. « Non ; le capital est insaisissable et incessible, il doit conserver cette qualité à l'égard du Gouvernement comme à l'égard de toutes autres personnes.

» Décider autrement, serait ouvrir une source d'inconvénients graves : le milicien ayant une somme disponible pour sa masse, serait moins tenu à conserver ses effets en bon état et l'autorité militaire même, qui aurait un moyen facile de réparer la négligence, se montrerait trop tolérante dans les mesures à prendre pour contraindre le milicien à entretenir son équipement.

» On risquerait ainsi de voir les pensions se réduire considérablement, et les fonds votés par l'État, perdant toute utilité pour le milicien, n'aurait servi qu'à encourager sa négligence. »

La section centrale fait remarquer ici, en passant, que la modification que nous apportons à la rédaction de l'art. 6 est de pure forme et n'a d'autre but que d'éviter un renvoi inutile aux art. 18 et 55 de la loi du 16 mars 1865.

A quel âge le milicien est-il censé avoir acquis le capital destiné à former la rente viagère ?

D'après l'art. 3, c'est lorsqu'il aura accompli son temps de service. (Voir également l'art. 13.)

Or, avant vingt-huit ans, le milicien pourra-t-il retirer tout ou partie de la somme qui éventuellement serait portée à son crédit, pour faire un versement à la caisse tontinière de remplacement, sur la tête d'un ou de plusieurs de ses enfants légitimes ?

RÉPONSE. « Le milicien n'acquiert définitivement son droit au capital que lorsqu'il a accompli son temps de service ; l'art. 3 le déclare formellement. Il ne pourra donc, avant cette époque, disposer définitivement du capital, mais rien ne s'opposera à ce qu'il puisse conditionnellement en affecter une partie à la caisse tontinière.

» Le contrat fait avec cette caisse sera conditionnel et n'aura d'effet que pour le cas où le milicien acquerrait définitivement le capital.

» S'il a un compte d'intérêt à payer à la caisse tontinière pour le retard, par

contre, en retirant à une époque plus éloignée, de la caisse de rémunération, il profitera des intérêts que cette caisse lui donnera.

» Il suffit de montrer ici que la combinaison qui est indiquée par la section centrale, pourra se réaliser nonobstant que l'acquisition définitive de la rente n'ait lieu qu'après l'accomplissement du service. Il appartiendra aux arrêtés organiques de prendre des mesures pour leur réalisation. »

Quid, si le milicien qui a fait le versement vient à déserteur, à mourir ou à être condamné à une peine criminelle avant d'avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans ?

Quid, si, par exemple, dans les cas précités, à l'âge de vingt-deux ans, il avait retiré la somme portée à son crédit pour la verser à la caisse tontinière ; cette somme resterait-elle acquise en faveur d'un ou de plusieurs de ses enfants ?

RÉPONSE. « Il faut distinguer entre le milicien qui a acquis la rémunération par l'accomplissement du temps de service et celui qui est encore au service.

» Dans le premier cas, le milicien qui a retiré son capital pour le verser à la caisse tontinière, ne peut plus en être privé par la suite. A peine de jeter un trouble complet dans les opérations de cette caisse, les versements doivent être considérés comme irrévocablement acquis.

» La condamnation criminelle que subirait le milicien ne peut donc frapper que sur la partie du capital qui reste à la caisse de rémunération.

» Il n'y a, du reste, aucune injustice à ce qu'il en soit ainsi : en admettant, en effet, que le capital retiré équivale exactement à la rente éventuelle du milicien à l'âge de cinquante-cinq ans, celui qui conserve son droit à cette rente a, de plus, droit à une rente entière pour le cas d'incapacité de travail. Or, si celui qui retire ses fonds pour les verser à la caisse tontinière est affranchi du risque de perdre sa rente par suite de condamnation, il perd, par contre, sans qu'il en soit tenu compte dans la fixation du capital qu'il peut retirer, la valeur de l'anticipation éventuelle de la rente pour cause d'incapacité, et la valeur de cette anticipation est certainement plus considérable que celle des chances de condamnation.

» Il en est autrement si le milicien n'a pas accompli son service.

» En principe, bien que la rémunération ne soit acquise au milicien que lorsqu'il a accompli son temps de service, ainsi que cela est déterminé par les art. 5 et 13, il est juste de ne pas refuser au milicien qui deviendrait père d'un enfant légitime avant d'avoir accompli son temps de service, le moyen d'user de la faculté que lui donne l'art. 5.

» Si, après avoir fait le retrait de cette somme et avant l'accomplissement du temps de service, le milicien commet un fait qui lui fasse perdre son droit à la rémunération, le versement qu'on peut l'autoriser à faire à la caisse de retraite doit être retiré, mais il ne serait pas équitable de prononcer la déchéance si le milicien est mort au service ou n'a été empêché d'accomplir ses obligations de milice, que par un fait indépendant de sa volonté. Rien n'empêche de suivre, à cet égard, la règle tracée par la loi de milice en ce qui concerne l'exemption du frère.

» Une modification au texte peut être faite dans ce sens. »

Le milicien âgé de moins de quarante-six ans et qui, dans l'année de son mariage, a déclaré vouloir convertir sa rente en une rente reposant sur sa tête et celle de sa femme, sera-t-il dans les diverses positions éventuelles suivantes :

A. Si la femme meurt après la déclaration et si le milicien arrive à l'âge de cinquante-cinq ans révolus, celui-ci jouira de l'intégralité de la rente qu'il aura acquise, comme s'il n'avait pas fait sa déclaration ?

B. Si le milicien meurt avant qu'il ait cinquante-cinq ans révolus, sa femme n'aura pas droit à la rente viagère ?

C. S'il vit jusqu'à cinquante-cinq ans révolus, ils jouiront en commun de la rente viagère réduite d'après l'âge de la femme ?

D. Si le milicien meurt après cinquante-cinq ans révolus, quel que soit l'âge de la femme, celle-ci continuera à jouir de la rente telle que les époux l'avaient en commun ?

E. De même si la femme meurt, après que le mari a atteint l'âge de cinquante-cinq ans révolus, son mari continuera à jouir de la rente viagère telle que les époux l'avaient en commun ?

F. Lorsque le mari, après avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans révolus, est condamné à une peine criminelle, sa femme conserve la jouissance de la rente viagère, telle que les époux en jouissaient en commun ?

Même droit pour le mari, si c'est la femme qui a subi une condamnation criminelle ; telle doit encore être la conséquence de l'indivisibilité de la rente, qui a été placée en commun sur les têtes des deux époux ?

RÉPONSE : « Les solutions indiquées par la section centrale sont exactes. »

Une absence du corps qui n'aurait duré que huit ou neuf jours, et qui aura donné lieu à une condamnation du chef de désertion sera-t-elle suffisante pour faire encourir la déchéance de la rente viagère ?

RÉPONSE : « Le Code pénal militaire a déterminé ce qui constitue la désertion : une infraction aussi grave aux lois militaires doit, en général, entraîner la perte de la faveur de la rémunération. Si des cas exceptionnels méritaient une indulgence spéciale, le Roi pourrait user du droit que lui confère le deuxième paragraphe de l'art. 11. »

Le droit à l'obtention de la rente viagère se perd :

Par le renvoi de l'armée pour inconduite habituelle. — Ce renvoi sera-t-il maintenu comme peine dans notre nouvelle législation militaire ? N'y a-t-il pas lieu de supprimer ce paragraphe ?

RÉPONSE. — « Le renvoi de l'armée n'est pas prononcé en vertu du code pénal, mais en vertu des art. 25 et 33 du règlement de discipline, et ce règlement est maintenu en vigueur.

« Le Département de la Guerre ne fait, au surplus, qu'un usage très-modéré du droit que lui confère le règlement de discipline ; il ne consent à priver l'armée d'un homme que lorsque tous les moyens d'en faire un soldat utile ont été épuisés. Aussi, dans les dix dernières années, soixante-cinq hommes seulement ont été renvoyés de leur corps. »

Vérification faite, la section centrale a dû reconnaître que la promulgation du code militaire, qui est actuellement soumis au vote du Sénat, ne fera pas disparaître la peine du renvoi de l'armée pour inconduite, peine dont l'application irrégulière, parce qu'elle est tout administrative, est loin d'être favorable à la moralisation de l'armée. Le règlement de discipline a été, en effet, voté par les états généraux des Provinces-Unies, le 15 mars 1813, et mis en vigueur en Belgique par arrêté royal du 17 avril de la même année ; mais nous exprimons unanimement le vœu d'une révision, qui doit être considérée comme urgente et indispensable.

Pourquoi l'étranger assujéti à la loi de milice en Belgique et qui aura servi, n'a-t-il pas droit à la rémunération ? La loi du 21 juin 1863 a abrogé l'art. 17 du Code civil. Reste donc seulement la perte de la qualité de Belge par la naturalisation acquise en pays étranger, ou par tout établissement fait en pays étranger, sans esprit de retour.

En Prusse, on acquiert la naturalité par une résidence de certaine durée dans ce pays ; sur nos frontières surtout, cet état de choses donne lieu à beaucoup de contestations, même sous le rapport du service militaire.

RÉPONSE : « Le Gouvernement se rallie à la proposition de supprimer la cause de déchéance résultant de la privation de la qualité de Belge.

Il reconnaît, du reste, que les étrangers astreints au service de la milice doivent, comme les nationaux, jouir de la rémunération. »

Le droit à l'obtention des rentes viagères se perd par une *condamnation à une peine criminelle*.

Si cette condamnation fait perdre le droit à l'obtention des rentes viagères, ne faut-il pas insérer dans la loi une disposition portant que la condamnation à une peine criminelle emporte la privation des rentes viagères en cours, sans toutefois porter atteinte au droit acquis du conjoint non condamné, en cas d'indivisibilité ?

RÉPONSE : « Oui, la condamnation à une peine criminelle doit enlever tout droit à la rémunération et aux rentes déjà acquises.

Une disposition dans ce sens peut être introduite dans la loi. »

A la suite de cet échange d'observations entre le Gouvernement et la section centrale, un certain nombre de modifications ont été introduites, de commun accord, dans le texte du projet, et l'ensemble a été adopté par cinq voix et deux abstentions.

Le Rapporteur,

C. MULLER.

Le Président,

A. MOREAU.

PROJETS DE LOI.

Texte du Gouvernement déposé dans la séance du
25 mars 1870.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un fonds spécial destiné à la rémunération des miliciens.

Ce fonds pourra être rattaché, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la caisse générale d'épargne et de retraite, instituée par la loi du 16 mars 1868.

ART. 2.

Le fonds spécial est fourni par une subvention annuelle du Trésor.

Il pourra être employé à l'acquisition des titres ou obligations mentionnés dans les lois des 16 mars 1868 et 1^{er} juillet 1869.

ART. 3.

Tout milicien qui aura accompli, en cette qualité et par lui-même, son temps de service dans l'armée active et qui comptera au moins un an de présence réelle au corps, a droit à une somme fixe de 150 francs, et, en outre, à une somme de 12 centimes par jour de présence sous les drapeaux.

Cette rémunération est réduite de 50 centimes pour toute journée passée en état de punition.

Texte adopté par la section centrale d'accord avec le
Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

Le fonds spécial est formé, etc. (Le reste comme ci-contre).

ART. 3.

Tout milicien qui aura accompli, soit en cette qualité et par lui-même, soit comme remplaçant de son frère, son temps de service dans l'armée active, et qui comptera au moins un an de présence réelle au corps, a droit à une somme fixe de 150 francs, et, en outre, à une somme de 12 centimes par jour de présence pour toute la durée du service ordinaire et du service fait par suite de rappel en temps de paix.

Le réfractaire n'a droit à la rémunération que s'il est assimilé au milicien sous le rapport des congés.

La rémunération peut être réduite de 50 centimes au plus pour toute journée passée en état de punition. Un arrêté royal déter-

Texte du Gouvernement déposé dans la séance du
25 mars 1870.

ART. 4.

La somme allouée au milicien est affectée à la création d'une rente viagère, calculée d'après les tarifs de la caisse générale de retraite et prenant cours le 1^{er} janvier qui suit l'âge de cinquante-cinq ans révolus.

La rente viagère est égale aux $\frac{3}{100}$ de la somme portée au crédit du milicien.

ART. 5.

Le milicien définitivement libéré du service, dont l'existence dépend de son travail, et qui, avant l'âge de cinquante-cinq ans accomplis, se trouverait, par la perte d'un membre, d'un organe, par une infirmité permanente résultant d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa profession, incapable de pourvoir à sa subsistance, aura droit au paiement de la rente, à partir du premier du mois qui suivra la constatation de l'incapacité.

La jouissance anticipée de la rente cessera si l'une ou l'autre des conditions énoncées au paragraphe qui précède, vient à disparaître.

ART. 6.

Les art. 18 et 53 de la loi du 16 mars 1863 sont applicables aux miliciens définitivement libérés du service.

Texte adopté par la section centrale d'accord avec le
Gouvernement.

mine quelles sont les punitions qui doivent donner lieu à cette retenue, et fixe la quantité de celle-ci.

La rémunération de 12 centimes par jour peut être accordée dans les cas de congés justifiés par cause de maladie contractée au service, et dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 4.

La somme allouée au milicien est affectée à la création d'une rente viagère, prenant cours le 1^{er} janvier qui suit l'âge de cinquante-cinq ans révolus.

La rente viagère, etc. (comme ci-contre).

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

Tous les actes, toutes les pièces nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente loi sont délivrés gratis et exempts des droits de timbre, d'enregistrement et de greffe.

Les rentes sont incessibles et insaisissables.

Texte du Gouvernement déposé dans la séance du
25 mars 1870.

ART. 7.

Le milicien peut, pour s'assurer le moyen de remplacer ses enfants légitimes, retirer tout ou partie de la somme portée à son crédit et augmentée des intérêts composés à 5 p. %. Le capital retiré est versé directement à la caisse tontinière de remplacement sur la tête de l'enfant désigné par le milicien.

ART. 8.

Le milicien peut, dans l'année de son mariage, pourvu qu'il n'ait pas quarante-cinq ans révolus, convertir sa rente en une rente reposant sur sa tête et sur celle de sa femme et devant être payée jusqu'au décès du survivant : la conversion ne produit ses effets que si les époux sont tous deux vivants lorsque la rente doit s'ouvrir.

ART. 9.

Le milicien peut augmenter par des versements la rente à laquelle il a droit ; il peut en différer l'ouverture.

ART. 10.

Le Gouvernement détermine les conditions des changements qui précèdent et les réserves auxquelles ils sont subordonnés.

ART. 11.

Le droit à l'obtention des rentes viagères se perd :
1° Par la désertion ;

Texte adopté par la section centrale d'accord avec le
Gouvernement.

ART. 7.

Le milicien peut, pour s'assurer le moyen de remplacer ses enfants légitimes, retirer tout ou partie de la somme portée à son crédit et augmentée des intérêts composés à 5 p. %, calculée à partir du 1^{er} janvier suivant l'expiration de la seconde année après l'incorporation.

Si le milicien est dans le cas d'user de cette faculté avant l'expiration du temps de service, il est néanmoins autorisé à faire opérer le transfert ; mais ce transfert ne produira ses effets que si le milicien accomplit son temps de service, est décédé au service, ou n'est empêché d'y rester que par des causes indépendantes de sa volonté ou de sa faute.

ART. 8.

(Comme ci-contre.)

ART. 9.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

ART. 11.

Le droit à la rémunération et aux rentes viagères, même ouvertes, se perd :
1° Par la désertion ;

Texte du Gouvernement déposé dans la séance du
23 mars 1870.

2° Par le renvoi de l'armée pour inconduite habituelle;

3° Par une condamnation qui entraîne la déchéance du rang militaire;

4° Par la privation de la qualité de Belge;

5° Par une condamnation à une peine criminelle.

Le Roi peut, d'une manière absolue ou conditionnelle, relever les miliciens de la perte de leurs droits à l'obtention des rentes.

ART. 12.

Les titulaires de rentes peuvent en jouir indépendamment de tout traitement, de toute pension ou de toute autre rente acquise en vertu de la loi du 16 mars 1868.

ART. 13.

Dès la libération du milicien du service, il lui est remis un livret dans lequel sont inscrits les versements opérés à son profit et la rente viagère à laquelle il a droit.

ART. 14.

Les dispositions ci-dessus seront appliquées aux miliciens qui tireront au sort après la promulgation de la loi.

ART. 15.

Un crédit spécial de cinquante mille francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais de premier établissement de la caisse de la milice, ainsi que de la caisse du remplacement.

Ce crédit sera imputé sur les ressources ordinaires du Trésor.

Texte adopté par la section centrale d'accord avec le
Gouvernement.

2° Par le renvoi de l'armée pour inconduite habituelle;

3° Par une condamnation qui entraîne la déchéance du rang militaire;

4° Par une condamnation à une peine criminelle.

Le Roi, etc. (Le reste comme ci-contre).

ART. 12.

(Comme ci-contre.)

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 14.

(Comme ci-contre.)

ART. 15.

(Comme ci-contre.)